

Notre recommandation No. 1 est un bon exemple. Il est important d'avoir des méthodes de détection à distance pour déceler de nouveaux groupes miniers. Nous manquons de cuivre et de zinc dans notre pays, malgré la mise en exploitation de nouveaux groupes miniers dont on aurait ri il y a 10 ans. Nous avons besoin de méthodes plus perfectionnées. Nous avons fait une étude sur ce problème, et nous estimons qu'il en coûterait environ \$5 millions répartis sur une période de trois ans, pour mettre sur pied un programme d'action conjoint avec des spécialistes dans les universités, des gens du Gouvernement de l'Énergie, des Mines et des Ressources—nous savons qu'ils seraient disponibles—et des personnes compétentes de l'industrie. Mais aucune compagnie, fut-elle importante comme la mienne, ne peut faire face aux dépenses et à l'envergure d'un projet qui s'étend sur une période de temps aussi courte.

Comme le sénateur Grosart l'a signalé, le problème est celui-ci: supposons que le Conseil du Trésor alloue une certaine somme, «X» dollars au projet «Y». Est-ce au Conseil du Trésor de proposer l'adoption de la méthode de détection à distance par le laser? Au lieu de penser aux nouveaux organismes qui seront fondés dans le futur, pourquoi ne pas considérer ce que nous avons? Nous constatons qu'il existe un parallèle en ce moment. Le système d'aide à l'industrie de l'IRAP est l'une des méthodes actuelles les plus efficaces utilisées par le Gouvernement pour stimuler la recherche industrielle. Nous savons que l'explication en est confiée à des personnes compétentes qui choisissent leur personnel, non seulement parmi les 839 spécialistes du Conseil national de recherches, mais avant tout par l'entremise de leurs nombreux comités consultatifs et comités adjoints. Je sais qu'elles peuvent choisir en outre parmi l'armée des quelque 600 meilleurs scientifiques du pays qui ont une grande expérience de la définition des priorités, du choix et de la conception de ces projets de format moyen. Ce travail d'experts pourrait être mis en œuvre dès demain si nécessaire sans qu'il soit besoin d'instituer un super organisme comme celui dont il est question depuis longtemps.

Messieurs, je dirais même que ceci aurait de plus l'avantage de nous permettre de nous familiariser au Canada avec la direction d'un projet de quelque envergure avant que nous ne nous attaquions à des problèmes plus complexes comme ceux des transports et du développement urbain, et à tous ces vastes projets nationaux recommandés par le Conseil des Sciences.

**Le président:** Votre suggestion va-t-elle dans ce sens que le Conseil national de recherches devienne l'organisme central chargé de coordonner la recherche au sein du gouvernement canadien?

**M. Gauvin:** C'est là une question insidieuse, monsieur le président.

**Le président:** J'ai cru que c'était ce que vous proposiez sans aucune intention d'être insidieux.

**M. Gauvin:** Je recommanderais que cet organisme envisage au moins la possibilité de diriger les programmes de format moyen. Je ne parle pas de ces programmes beaucoup plus complexes qui demandent des ressources infiniment plus grandes. Je parle des programmes de format moyen qui sont encore trop difficiles pour une seule firme et parfois même pour une seule industrie. C'est là que réside à mon avis le vrai besoin, du moins dans notre industrie.

**Le sénateur Grosart:** Avez-vous évalué le coût de cette suggestion, si on la met en pratique?

**M. Gauvin:** Oui, monsieur.

**Le sénateur Grosart:** Je crois que vous allez nous donner un chiffre?

**M. Gauvin:** Le chiffre est aux environs de \$5 millions. J'ai une analyse, mais comme tout projet de recherche, elle repose sur des impondérables. C'est le mieux que nous puissions faire à la lumière de l'expérience.

**Le sénateur Grosart:** Si je me souviens bien, je crois que les dépenses totales de l'IRDIA pour 1968 se chiffraient à \$23 millions. Aux yeux de l'IRDIA, ce ne sera donc pas un format moyen; ça lui coûterait presque le quart de son budget. L'IRDIA doit demander les crédits au Conseil du Trésor. Comment nous en sortir? Je ne suis pas favorable à une prise de décision par le Conseil du Trésor, mais je cherche un moyen d'arriver à ce qu'on prenne des décisions politiques après avoir reçu le plus de conseils possibles du monde scientifique.

**M. Gauvin:** Mais puis-je rappeler au sénateur Grosart, monsieur le président, que l'IRAP a reçu cette année un octroi de \$7 millions du Conseil du Trésor. C'est évidemment très peu en comparaison avec ce dont nous avons parlé, mais je suis d'avis que c'est une aide très valable à l'industrie.

**Le président:** Ne croyez-vous pas que les projets parrainés par le ministère de l'Indus-